



Menaces sur le tourisme social en Béarn et Soule

Par Laurent Vissuzaine
Publié le 25 janvier 2012 à 04h00
Mis à jour à 12h09



1 2 3

Le Cardet à Gourette accueille les classes de neige, une vraie pépinière de futurs skieurs.

© Ascencion Torrent



Louis Carrère-Gée travaille au Cardet depuis 1980.

© A.T.



Le centre de Peyranère doit fermer à la fin de l'été.

© Archives PP

Le tourisme social a de plus en plus de mal à résister aux multiples contraintes. Il a pourtant un rôle essentiel.

La fermeture programmée de Peyranère sur la route du Somport a ému en Béarn. Pas une famille dont un membre n'ait eu ses premières émotions montagnardes dans ce haut lieu du tourisme social. Mais les lois de l'économie sont implacables. La fermeture de ce centre ne serait qu'une de plus dans une série déjà très longue. René Rose, maire de Borce, se souvient : « Il y avait la FOL et la SNCF aux Forges d'Abel, la Grande volière à Cette-Eygun, des colonies de vacances à Borce, Accous, Urdos, Bedous... ça faisait travailler du monde, ça amenait de l'activité économique mais aussi familiale car je connais plus d'un couple qui s'est formé dans ces centres... »

Autres temps, autres moeurs comme peut en témoigner Louis Carrère-Gée, directeur de la Ligue de l'enseignement qui gère les sites du Cardet à Gourette et de Laberouat à Lescun. « L'administration n'admet plus qu'on puisse bosser bénévolement par passion ou engagement » déplore-t-il en citant les multiples règlements et mises aux normes qui plombent les comptes des structures associatives. « Le Cardet fonctionne depuis les années 50. Avant, de nombreux enseignants s'investissaient, ce qui est moins le cas, tandis que les militants bénévoles sont moins nombreux et que les aides des collectivités et de l'État baissent. Résultat, on monte les prix, les classes populaires et moyennes sont exclues et on s'en voit pour faire du social » résume-t-il.

Et pourtant ça fonctionne. En ce 11 janvier au Cardet, 243 enfants s'éclatent en classe de neige et le planning est plein jusqu'au 6 avril. « Le Cardet, c'est l'équivalent de 18 emplois à temps plein » énumère Louis Carrère-Gée. « Aujourd'hui, ce sont aussi 3 h 30 de cours de ski pour 22 moniteurs sans oublier le boulanger, le boucher, etc. Entre Cardet et Laberouat, environ 40 000 journées sont assurées pour les enfants et adolescents. « On a un budget d'1,8 million au Cardet. On équilibre, tout en prévoyant les investissements de mise aux normes. 100 000 euros pour la cuisine, bientôt encore 100 000 euros pour l'accès handicapés... » « Mais ça fonctionne parce que ça tourne à bloc ». La recette pour résister : « Garder la foi et gérer au plus fin ».

Il y avait à Gourette un WF, le club Pyrénéen, le Club alpin français, Pyrénéa sports, l'ASPTT, Jeunesse et Sports, le Relais landais et la Ligue. « Sur les huit il y a dix ans, il en reste deux aujourd'hui » constate Louis Carrère-Gée. Rentabilité oblige, les structures associatives laissent place à des projets commerciaux qui excluent les bourses modestes. Mais le Comité départemental de tourisme et le conseil général croient en cette forme de tourisme pour relancer l'activité montagne. Un audit est en cours pour mesurer le poids économique de ces structures (il en reste de 25 à 30 en Béarn et Soule) et le conseil général a un projet à Gourette avec le Club alpin français. « Tout le monde a droit à l'accès à la montagne » affirme Pierre Hourcade du Club alpin français. « Nous devons développer un tourisme intelligent. Le tourisme social est intelligent » affirme-t-il pour expliquer son engagement auprès du conseil général pour un centre d'hébergement familial et jeunesse à Gourette. La lutte continue.

I Normes mortifères : Le Club alpin français a deux chalets en Ossau à Gabas et Gourette. Si celui de Gourette doit être associé au projet du conseil général avec l'hôtel Face Nord situé à côté, l'avenir de celui de Gabas est nul : « Notre chalet a une valeur de 180 000 euros et la mise aux normes coûterait de 600 000 à 900 000 euros. Le CAF préfère dire stop » explique Pierre Hourcade. Et un refuge en moins, un.

I Le poids du tourisme social et familial.- L'activité, sans but lucratif par définition, gère plus de 500 000 lits en France, soit 10 % de l'offre d'hébergement payante. 15 millions de personnes sont accueillies chaque année pour un chiffre d'affaires de 2,3 milliards d'euros (cf « Le tourisme social et associatif en France, Jacques Chauvin, Ed. L'Harmattan). L'UNAT (Union nationale des associations de tourisme et de plein air) estimait en 2005 la population salariée à plus de 12 000 personnes et 60 000 saisonniers.

I Nouvelle menace.- Les contraintes s'accumulent comme celle qui change le statut des moniteurs. Louis Carrère-Gée prévient : « Si on persiste à vouloir imposer un repos quotidien de 11 heures aux monos, les séjours pour ados et enfants sont morts ou trop chers. » La nouvelle loi augmenterait de 50 % la masse salariale des centres de vacances.

====> L'avenir incertain de Peyranère

Un déficit récurrent (140 000 euros en 2011) a fini par convaincre les PEP 64 de fermer le centre de Peyranère qui a vu passer plus d'un jeune Béarnais depuis 1958. Les causes du déclin sont toujours les mêmes : moins de subventions, plus de normes et d'obligations toujours coûteuses. Pour le président des PEP, Jean-Jacques Gouillardet, c'est un crève-cœur. Lors du conseil d'administration des PEP, le 11 janvier, la piste d'une reprise par la Ligue de l'enseignement a été évoquée. « Dire qu'on va reprendre est très anticipé. On discute sur diverses hypothèses de travail » tempère Louis Carrère-Gée, directeur de la Ligue.

Pour Jean-Jacques Gouillardet, il importe de rester dans le même esprit : « J'ai mandat pour louer ou céder le bâtiment mais en veillant que la reprise se fasse vite et que le centre garde sa vocation d'accueil d'enfants ». Reconnaissant que les PEP sont restés trop longtemps « positionnés comme une activité complémentaire de l'école sans élargir notre champ d'action. Dès lors qu'on a restreint notre exploration de clientèle, on s'est fragilisé » regrette-t-il.

Une réunion avec les élus de la vallée, le Parc national, les collectivités territoriales a eu lieu en Aspe : « J'en suis sorti un peu amer car je n'ai pas senti un gros investissement des partenaires » constate le président des PEP.

« Il y a des choses à faire avec les Espagnols » affirme René Rose qui était à cette réunion. Une voie que partage le gérant de la station voisine du Somport, Bruno Guitton. « C'est un outil exceptionnel dans le Parc national où l'on peut créer des séjours complets, balades, ski, raquettes, hébergement... » C'est ce que préconise l'étude de LMV Conseil qui a étudié l'avenir de Peyranère » poursuit René Rose.

Pourrait être également envisagé un projet avec le Parc National qui aménagerait des sentiers d'interprétation. « Fonctionner avec seulement les enfants, c'est fini. Il faut monter des produits pour venir séjourner et skier dans les sapinières du Somport. Il faut se mettre au travail » conclut René Rose.

D'autres pistes peuvent être étudiées. Ainsi, un couple qui gère actuellement un centre d'accueil dans le Cantal est venu en vallée d'Aspe mais n'a pas donné suite. Jean-Jacques Gouillardet estime également que la mésaventure de Peyranère « pourrait être l'occasion de rapprocher les acteurs du tourisme social pour mutualiser nos moyens ». Seule certitude : tous veulent que Peyranère reprenne dès l'hiver prochain. Mais à quel prix ?

[gourette montagne social tourisme](#)